

Rentrée scolaire.

La réponse des syndicats à la Dasen

Les syndicalistes ont tenu à une mise au point suite à l'article *L'Eure en première classe?*, dans lequel la directrice académique de l'Éducation nationale de l'Eure balayait les critiques et se félicitait des moyens attribués au département.

« **On a eu du mal à lire votre article!** » Les syndicalistes de l'Éducation nationale de l'Eure ont souffert à la lecture du compte rendu du point presse de rentrée de la directrice académique de l'Éducation nationale (Dasen) du département, publié dans *Eure Info* de mardi dernier. Françoise Moncada y affirmait notamment : « **C'est une rentrée sous le soleil, il n'y a pas de difficultés particulières. Tout va bien!** »

Autant dire que les représentants des professeurs ne l'entendent pas de cette oreille. Cécile Chandavoine s'est fait leur porte-parole pour répondre point par point à « **cette vision de la rentrée qui ne correspond pas à ce que vivent les personnels de l'éducation nationale** ».

Négation de la réalité

La secrétaire départementale du SNES-FSU, le syndicat le plus représentatif du second degré, depuis 10 ans affirme que la Dasen « **nie la réalité** », assénant des contrevérités « **difficilement entendables** ».

Concernant l'inclusion des élèves en situation de handicap, elle note « **une explosion des besoins** » en rien compensée par « **les moyens conséquents** » vantés par Françoise Moncada, qui jugeait que notre « **département n'était pas à plaindre** ».

« **Si les moyens sont effectivement supérieurs depuis 2 ou 3 ans, c'est seulement un rattrapage. On est enfin dans la moyenne académique, voire effectivement légèrement au-dessus. Mais nous sommes dans un désert médical. La prise en compte du handicap est tardive et entraîne un retard dans la prise en charge. Il n'y a pas assez de médecins, d'infirmières et de psychologues de l'éducation nationale, où les salaires sont très peu attractifs. Quant aux accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH), le principe de mutualisation fait que des collègues accompagnent jusqu'à quatre enfants en même temps** », explique la professeure de lettres modernes au collège Marcel-Pagnol-de-Gravigny, qui ajoute : « **On ne fait pas assez bien** ».

ce travail d'inclusion, on manque de formation et donc d'expertise, mais aussi de professionnels extérieurs. »

Sur la carence de professeurs en collège, il y a un **« gros manque d'enseignants en français et en maths, mais pas seulement. Des élèves passent des mois entiers sans prof. Et ce n'est pas les 30 annonces toutes matières confondues sur le site de France Travail qui suffiront. Il n'y a pas de remplaçants, une dégradation qui s'accroît et que madame Moncada ne veut pas voir. Elle n'en est pas responsable, mais elle doit le reconnaître »**.

Pour elle, la réforme du **« choc des savoirs »** et ses groupes de niveaux en français et en maths sont bien un tri des élèves : **« On a ergoté pendant des mois entre Gabriel Attal et Nicole Belloubet pour savoir si on devait les appeler "groupe de besoin" ou "de niveau". Mais la réforme prévoit un groupe d'élèves en difficulté, mis de côté. Ce sont bien souvent des élèves qui cumulent difficultés en français et en maths. Un tiers de leur emploi du temps sera donc consacré à ces groupes de niveaux. C'est l'exact inverse de l'inclusion. »**

Il y a une injonction paradoxale permanente, car on demande aux enseignants de s'adapter au profil des élèves, mais il y a une réelle volonté normative et de formatage sous couvert d'harmonisation.

Concernant le premier degré et l'embauche de contractuels, Cécile Chandavoine relaie la parole de sa cosecrétaire départementale du SNUipp, Mathilde Marnière : **« Il y a quatre ans, il n'y avait aucun contractuel, qui sont précaires. Cela démontre une dégradation des conditions de travail. Leur contrat commençait le jour même de la rentrée! »** Contrairement à ce que nous a affirmé Françoise Moncada, ces contractuels ne seraient pas 12, mais 23 dans le 1er degré. C'est du moins ce qu'elle a annoncé lors du Conseil départemental de l'Éducation nationale (CDEN) de jeudi dernier.

Les évaluations nationales en CP sont un autre sujet de discorde : **« Ce n'est pas de l'harmonisation, c'est du formatage. Ces évaluations sont en réalité des outils plaqués pour que le ministère évalue sa politique. Les enseignants sont de plus en plus placés dans des fonctions d'exécutants, les injonctions de plus en plus nombreuses avec des séquences imposées. Avant, on faisait confiance aux enseignants, qui bénéficiaient d'une réelle liberté pédagogique. »**

Enfin, beaucoup de profs se sont égarés à la lecture de la saillie de Françoise Moncada : **« Plus de moyens, mais pour quoi faire? »** Cécile Chandavoine a bien quelques idées : **« On a une longue liste ! La baisse des effectifs (on fait partie des pays de l'OCDE avec les plus gros effectifs par classe), qui implique le recrutement d'enseignants, le fait de rendre nos métiers plus attractifs au niveau des salaires et des conditions de travail, la revalorisation des AESH, qui sont dans une vraie précarité, souvent très en dessous du seuil de pauvreté avec des contrats de 24 heures par semaine... »**

Candide

Et de conclure: « **Notre service public ne va pas bien. Faire passer la rentrée pour idyllique est contre productif. Considérer que tout va bien est insupportable pour les collègues et les parents d'élèves. Pour résoudre les problèmes, il faut regarder les choses en face.** »

Pour la prof de Français, Françoise Moncada - qui est « **quelqu'un de très compétent qui fait au mieux** », mais reste avant tout « **la porte-parole d'une politique gouvernementale** » - a donc « **fait sa Candide** ».

Un ouvrage dans lequel Voltaire écrivait: « Si nous ne trouvons pas des choses agréables, nous trouverons du moins des choses nouvelles. »

Joce Hue



Cécile Chandavoine. J.H.